

RELIZANE**Les transporteurs de la ligne 3 n'en font qu'à leur tête**

C'est le parcours du combattant pour les usagers de la ligne «3», notamment les habitants de la cité des 1 026 logements sociaux, Lahouèche et la cité des 262 logements.

A partir de 17 heures, les chauffeurs des bus de cette ligne imposent leur diktat aux usagers en fixant le terminus à hauteur du marché d'El Graba. Un constat amer, relevé depuis plusieurs jours, par les habitants des nouvelles cités qui ont tenu à dénoncer cette situation. «A partir de 17 heures, nous sommes obligés de prendre deux bus pour rentrer chez nous», explique un fonctionnaire mécontent.

Tôt dans la matinée, c'est le contraire qui se passe, car c'est à l'entrée de Relizane que les chauffeurs du «3» préfèrent s'arrêter y abandonnant ainsi des centaines d'étudiants et de travailleurs. De nombreux usagers ont décidé d'adresser une pétition au wali de Relizane et au directeur des transports les informant de cette anarchie qui caractérise cette ligne.

Ainsi et en refusant d'être à la merci de ces transporteurs, les usagers de la ligne ont interpellé, hier, les plus hautes instances pour dépêcher une commission afin de «renforcer le contrôle et sanctionner ceux qui sont en infraction par rapport à la réglementation».

Ainsi et en appelant à une coordination entre les services des transports et ceux de la police pour intensifier le contrôle et sanctionner ceux qui sont en infraction, notre interlocuteur suggère que le recrutement de ce personnel doit être conforme aux règles du transport urbain et au respect des usagers.

A. Rahmane

SIDI BEL-ABBÈS
Les travailleurs d'une entreprise de travaux publics en grève depuis le 3 mai

Depuis juin dernier, quelque 300 travailleurs d'une entreprise de travaux publics basée au niveau de Sidi Ali Bouazza El Gherbi (SBA) observent un mouvement de grève et un sit-in quotidien pour réclamer cinq mois de salaires et la reconduction des contrats de 109 d'entre eux.

Bien que la direction les ait poursuivis en justice après leur avoir signifié que leur mouvement ne revêt aucune légalité, les trois cents travailleurs n'en démordent pas. Chaque matin, ils s'attroupent devant le siège de l'entreprise brandissant des banderoles réclamant leurs cinq mois de salaires, la reconduction des contrats arrivés à expiration et le 13^e mois. Les grévistes interpellent la tutelle, M. le wali afin de trouver un compromis à cette situation qui secoue l'entreprise. Pour certains déclarent-ils, anciens d'une vingtaine d'années de service, ils sont chargés de famille et ils n'encaissent plus rien depuis plus de cinq mois.

Bref, la situation semble être engagée dans une impasse avec d'un côté, les travailleurs qui maintiennent la pression, de l'autre la direction qui juge le mouvement de grève illégal. En attendant, l'entreprise est paralysée.

A. M.

Le deuxième Salon du miel et de l'apiculture se tiendra du 27 au 29 août à la salle Aïssat-Idir.

La manifestation, qu'organise conjointement l'Association des apiculteurs de la wilaya de Skikda, la direction des services agricoles et la Chambre d'agriculture, verra la participation de 11 wilayas (Constantine, Ghardaïa, Blida, Tizi-Ouzou, Alger, Guelma, Boumerdès, Tissemsilt, Taref, Annaba, Tébessa) représentées par 18 participants, ce qui est en hausse de 3 wilayas par rapport à la première édition tenue les 8 et 9 juillet 2012.

Skikda sera, quant à elle, représentée par une quarantaine d'apiculteurs. Il y aura la présence des dispositifs impliqués dans le financement des programmes apicoles (Ansej, Angem, Cnac, Badr) ainsi que les secteurs chargés de son développement, telles la DSA et la Chambre d'agriculture (déjà citées) et la conservation des forêts de la wilaya de Skikda.

Au menu du programme, quatre communications : «Les dimensions stratégiques et les objectifs principaux du Salon», par la direction des services agricoles ; «La transhumance et la récolte du miel», par l'ltelv de Constantine ; «Les mala-



Photo : DR

dies de l'abeille : varoise, loque américaine, faustein, nosémose et les prédateurs», par le président de la Fédération algérienne des associations d'apiculture, Dr Mahmoud Lekhak ; «Le traitement des maladies de l'abeille», par le laboratoire Vétopharm.

«Atteindre les 100 000 tonnes de production annuelle de miel, 2,5 millions de ruches au lieu des 1,5 million existantes et 300 000 apiculteurs du fait du renfort de 100 000 attendus.» Tels sont, entre autres, les objectifs annoncés

par le président de la Fédération nationale des associations des apiculteurs, Lekhak Mahmoud, en marge du salon du miel et d'apiculture. A titre d'information, selon la direction des services agricoles, on estime à 87 300 les effectifs des abeilles. La production de l'année 2011 a été évaluée, quant à elle, à 4 000 tonnes, l'objectif à atteindre est de 7 600 tonnes et une superficie, entre forêts et espèces arboricoles, de l'ordre de 260 000 hectares. Depuis la décision du programme FNDA n=20/23 du 15 décembre

2008, 99 millions de dinars ont été injectés dans le cadre du financement de la spécialité, l'objectif étant de 176 millions de dinars.

Toujours dans le cadre du fonds, de 2009 à cette date, 32 275 ruches pleines, dont 9 770 validées pour l'an 2012, et 447 extracteurs, 234 macérateurs, 938 outillages, dont respectivement 94,4 et 227 pour 2012, ont été attribués. Ce sont là les chiffres de l'année 2011.

Le Salon qui s'ouvrira le 27 août, aura à en révéler d'autres.

Zaid Zoheir

EL TARF
Les travaux d'aménagement urbain portent préjudice aux réseaux d'AEP et d'assainissement

Les habitants de la cité 162 logements juxtant la Grande-Poste, sise au centre ville d'El Tarf sont à la fois exaspérés et révoltés par les travaux entamés, il y a une semaine, par une entreprise privée en charge d'un projet d'amélioration urbaine.

Et pour cause, ladite entreprise n'a pas respecté la préservation des réseaux d'AEP et d'assainissement. Au contraire, en décapant à la va-vite, par des rétrochargeurs, les trottoirs et autres passages

pour piétons, elle a carrément détérioré les réseaux d'assainissement dont les odeurs nauséabondes ont envahi les lieux et a cassé, en même temps, plusieurs canalisations d'AEP (alimentation en eau potable) privant de ce fait une vingtaine d'habitants d'eau.

Devant cette situation d'anarchie, les habitants ont alerté les services de sécurité qui se sont déplacés sur les lieux, hier matin, et ont ouvert une enquête de leur côté. Cependant, nos multiples tentatives pour joindre les responsables de la DUC (Direction de l'urbanisme et de la

construction) ont été vaines. Tout le monde est aux abonnés-absents.

Par ailleurs, les citoyens protestataires sont serinés, constamment, par la formule : le directeur est en réunion. Une parade imparable pour éviter «le casse-tête» des revendications citoyennes.

Reste que cette situation pour le moins, ubuesque, renseigne on ne peut mieux sur l'absence des responsables et des bureaux d'études censés veiller à la préservation des réseaux existants pour éviter toutes autres gabegie.

Daoud Allam

TIARET
Tirage au sort aujourd'hui pour les bénéficiaires des 797 logements

Les bénéficiaires des 797 logements sociaux-locatifs dont la liste a été affichée, il y a trois mois à Tiaret, prendront part au tirage au sort prévu aujourd'hui mardi au niveau du palais des sports situé sur la route d'Alger.

Cette opération qui se déroulera en présence d'un huissier de justice, devrait permettre de déterminer le site et l'étage où seront domiciliés les futurs bénéficiaires, sachant que tous les logements

sont de type F3 et implantés dans deux endroits périphériques différents de la ville, à savoir : Zaâroura et du côté des nouvelles résidences universitaires de Karman.

En effet, depuis le début de la semaine, des appels sont diffusés à travers les ondes de la radio locale pour informer les citoyens concernés à assister au tirage au sort que l'on veut considérer tel un moyen de transparence. Il convient de souligner que ce procédé intervient après une minu-

tieuse opération d'assainissement des listes effectuée par la commission des recours qui a recensé quelque 145 demandes.

L'étude menée par les membres de ladite commission avait abouti, faut-il le rappeler, à la suppression de 57 noms et leur remplacement à partir d'une liste complémentaire, conformément aux textes régissant l'attribution du logement social.

Mourad Benameur